

REGARDS

BILAN SOCIALISTE

« Rien n'a été fait que je n'aurais pu accepter »

Entretien : Richard Graf et David Wagner

Jean Asselborn n'est pas que le chef de la diplomatie luxembourgeoise, il est également Vice-premier ministre du gouvernement CSV-LSAP. A une année des élections législatives, le woxx tire un bilan avec le chef de file des socialistes.

woxx : Il y a deux semaines, le bourgmestre de Kayl, John Lorent, a déclaré à l'assemblée générale locale des « Femmes socialistes » qu'il commençait « a en avoir marre de ce gouvernement ». Partagez-vous l'opinion de votre camarade de parti ?

Jean Asselborn : Je ne comprends pas cette affirmation, surtout dans le contexte actuel avec l'introduction de la sélectivité sociale, qui est la réforme majeure de ce gouvernement. Mais chacun s'exprime dans notre parti comme il l'entend, même si je ne peux pas m'imaginer qu'il ait pu dire ça.

Quels sont les grands accomplissements, à vos yeux, de ce gouvernement ?

En tant que socialiste, j'estime qu'il faut faire participer ceux qui en ont le plus besoin aux fruits de la valeur ajoutée. Cela ne se résume pas à la question de l'index. Pour un salaire minimum, une tranche d'index ne

représente que 30 euros par mois, l'équivalent d'un plein d'essence. Au 21^e siècle, la politique de la gauche, c'est la sélectivité sociale. Nous avons commencé lors de la dernière tripartite, mais également lors du vote du dernier budget. Nous n'avons par exemple pas procédé à une adaptation générale de l'échelle fiscale, mais nous n'en avons adapté qu'une partie de façon générale, l'autre étant destinée aux familles avec enfants aux revenus plus modestes. La seconde chose positive, c'est la politique scolaire. Le Neie Lycée a beaucoup de potentiel. Il donne un aperçu du nouveau visage que pourrait avoir notre école publique à l'avenir. J'espère aussi que la réforme de la loi scolaire pourra bientôt être adoptée. Ce sont pour moi des avancées qui légitiment notre présence au gouvernement.

Tout le monde ne partage pas votre optimisme sur la sélectivité sociale, notamment le Landesverband. N'est-ce pas un retour vers un Etat social qui verse des aumônes ?

Il s'agit de savoir comment redistribuer les richesses créées. Avec l'arrosage, de manière indifférenciée ou de donner plus à ceux qui en ont le plus besoin. C'est ce que fait ce gouvernement. C'est pourquoi je ne comprends pas comment l'on peut mettre





Le Vice-premier ministre ne décerne pas de zéro pointé à la coalition. Malgré certains points critiquables, de nombreuses réformes positives justifieraient la présence du LSAP au gouvernement.

en question la sélectivité sociale. On est dans une situation où le revenu à lui seul ne suffit plus. Les « working poor », ce n'est pas une invention luxembourgeoise, mais il y a aussi au Luxembourg des gens qui travaillent et qui restent pauvres. Voilà pourquoi il faut les soutenir de manière ciblée. C'est le contraire de l'aumône.

En même temps, ce gouvernement neutralise l'index.

L'index n'est pas l'instrument qui est censé renforcer le pouvoir d'achat des petits salaires. Il faut bien se mettre ça dans la tête. Celui qui gagne deux fois le salaire minimum, ne gagne que 60 euros en plus par mois.

On dirait que le LSAP considère la manipulation de l'index comme un de ses grands acquis.

L'index n'a pas été manipulé par le LSAP. C'était une décision prise par la tripartite. Je pense que des gens intelligents peuvent aller au-delà de cette fixation sur l'index. N'oublions pas

que cette même tripartite a introduit le statut unique. Tout n'est pas mauvais. En Europe, on est quasiment le seul pays qui a cette formule de l'index. On nous tape dessus dans toutes les réunions internationales. Cela ne doit pas nous décourager. Il ne faut pas toucher d'un millimètre au principe de l'index. Notre paix sociale est liée à l'index. Mettre en question l'index, c'est mettre en question une institution sociale. Nous n'avons pas le droit de le faire.

Et les points négatifs du bilan gouvernemental ?

Le débat autour des drapeaux m'a mis très mal à l'aise. Ce retour vers un certain provincialisme me déplaît. La même chose vaut pour la langue luxembourgeoise. Au Luxembourg, on est habitué de s'exprimer en trois langues. Si le luxembourgeois est la langue la plus enracinée, sa maîtrise ne doit pas devenir une règle sacrée pour l'obtention de la nationalité. J'espère que cette question ne va pas dénaturer la réforme de la loi sur la

nationalité, dont l'objectif est d'ouvrir l'accès à la nationalité à plus de monde et non le contraire.

Y a-t-il eu d'autres difficultés ?

Certainement la question des moyens dont l'Etat doit se doter pour réformer ses infrastructures. Nous savons que si nous ne nous y attelons pas, le pays risque d'aller droit dans le mur. Il faut préparer l'avenir, c'est-à-dire investir là où l'on peut simplifier et rationaliser la vie des gens comme dans les domaines scolaires ou des transports. Sur ce point, le gouvernement n'a pas toujours réussi à faire passer le message.

Pour ce qui est de la politique de logement, le bilan semble très maigre.

Le pacte logement sera voté cette semaine. Il contient plein d'éléments que le LSAP avait dans son programme électoral et qui ont été introduits dans l'accord de coalition. Le ministre Boden en a repris beaucoup. Les pouvoirs publics deviennent un acteur

actif concernant les terrains constructibles et le droit de préemption. Ce sont des méthodes révolutionnaires pour le Luxembourg. Evidemment, les résultats positifs ne se feront pas ressentir dans les quatre mois à venir.

« Si le luxembourgeois est la langue la plus enracinée, sa maîtrise ne doit pas devenir une règle sacrée pour l'obtention de la nationalité. »

Le problème du logement n'est pas nouveau. Pourquoi le Luxembourg attend-il toujours aussi longtemps pour se rendre compte de problèmes ?

J'étais bourgmestre pendant 23 ans. Pendant 15 ans, on m'a dit, à tous les niveaux, qu'il faut croître lentement, de manière soutenable pour l'environnement. Le Luxembourg est un des pays dont la croissance démographi-



En quelques mots

Un long parcours que celui de Jean Asselborn. Ce cycliste passionné fait preuve d'endurance sur les longues distances. Son parcours atypique est connu : engagé comme employé à l'Uniroyal après avoir quitté l'école prématurément, il adhère au LAV (Lëtzebuerger Arbechterverband), l'ancêtre de l'OGBL. Il reprendra par la suite ses études secondaires en cours du soir à l'Athénée pour y décrocher son diplôme de fin d'études. Quatre ans plus tard, il obtient une maîtrise en droit privé à l'université de Nancy 2. Poursuivant parallèlement sa carrière politique, il est élu en 1982 bourgmestre de sa commune natale, Steinfort, et, en 1984, il rejoint les rangs de la fraction socialiste à la Chambre des députés, dont il prend la présidence en 1989. La suite sera plus mouvementée. Candidat malheureux au remplacement de Johny Lahure au ministère de la santé en 1997, il prend la présidence du parti jusqu'en 2004 qu'il cèdera pour prendre les fonctions de Vice-premier ministre et ministre des affaires étrangères et de l'immigration dans l'actuel gouvernement CSV-LSAP.

que a été l'une des plus importantes de l'Union européenne. Il y a plus de 15.000 Luxembourgeois qui vivent en-dehors de nos frontières. C'est un fait qu'il ne faut pas sous-estimer. Il est grand temps que l'Etat se donne enfin les moyens efficaces pour combattre la spéculation foncière. Cela veut dire qu'il y a encore beaucoup de personnes qui ont des terrains et qui attendent que les prix montent encore. Le pacte logement dotera les pouvoirs publics de moyens pour contrer ce phénomène.

Les prix du pétrole qui s'enflamment se font ressentir sur le pouvoir d'achat, car beaucoup de personnes ont besoin de leur voiture pour se déplacer. N'est-ce pas aussi une conséquence d'une mauvaise politique de transports en commun ?

Il est difficile de séparer le Luxembourg de sa voiture. Mais ce gouvernement a réussi une percée en matière d'investissement dans les transports publics. Au début du siècle, l'Etat investissait 120 millions d'euros par an dans les chemins de fer. En 2008, nous sommes à 400 millions. En 2011,

nous atteindrons 600 millions. La réalisation du tramway dans la capitale constitue une autre percée. En 2015, tout devrait être terminé. Aucun gouvernement n'est arrivé aussi loin et il faut en profiter maintenant. Certains partis devraient se montrer moins obstus en la matière.

Quelle est la foi du gouvernement dans les chemins de fer ? Le Landesverband se plaint d'un manque structurel de personnel qui empêche certains trains et bus de rouler.

Si on veut des chemins de fer performants et sûrs, il faut miser sur un personnel qualifié et en quantité suffisante. Un pays comme le Luxembourg doit considérer avec respect les gens qui travaillent pour les chemins de fer, leur donner les moyens de faire leur travail, et bien les former.

A la vue des résultats du référendum sur le traité constitutionnel européen, on se dit que le bilan de la politique européenne de ce gouvernement n'est pas brillant. Qu'a fait ce gouvernement de mieux en politique européenne que les autres ?

La politique européenne n'est pas isolée du vécu des gens. Sinon, on risque de tomber dans un discours purement théorique. L'Europe ne peut être expliquée qu'en relation avec le quotidien. Ce gouvernement, comme tous les gouvernements en Europe, n'a pas encore le bon réflexe pour expliquer aux gens la composante européenne dans la vie quotidienne. On peut faire autant de sites internet qu'on veut ou écrire des livres sur le sujet, ça en fait partie, mais si l'on n'arrive pas à faire le lien entre la politique nationale et européenne, alors ce sera difficile à faire comprendre aux gens l'importance de l'Europe.

Mais les gens comprennent l'impact des politiques néolibérales de l'Union sur leur vie quotidienne. Cela explique leur scepticisme face à l'UE.

J'étais là, fin des années 90, quand la libéralisation a commencé en Europe. A l'époque, nous n'étions qu'à 15. Il y avait deux grandes tendances. Les pays nordiques, qui voyaient dans la libéralisation une stabilisation de leur marché et la création d'emplois.

Notre conception des services publics est radicalement opposée. Mais la mentalité nordique s'est imposée. En Finlande, il n'y a plus de trains publics depuis 50 ans. Prenons l'exemple de la poste. Dans ce domaine, je trouve que l'Europe va beaucoup trop loin, force beaucoup trop dans une direction que plus personne ne comprend. Il y a des domaines, comme les libéralisations, où les politiques sont adoptées à la majorité qualifiée et non par consensus avec un droit de veto à la clé. On peut alors avoir de bons arguments, recevoir des délais, comme nous l'avons fait avec l'électricité ou la poste. Le problème, c'est que dans cette Europe à 27, la libéralisation est considérée par certains comme un grand progrès et pour nous, qui sommes habitués à un autre système, cela constitue une attaque sur le monopole de l'Etat et donc du service public.

Mais quels rôles jouent alors les partis européens, comme le Parti socialiste européen ?

Ils sont tout aussi divisés que les Etats membres. Concernant les services pu-

blics, le camarade finnois ou suédois a une autre approche que le Français ou l'Espagnol.

Les socialistes n'étaient-ils pas trop euphoriques dans leur soutien à la constitution européenne ? N'auraient-ils pas dû se montrer plus critiques ?

Je ne pense pas que le traité ait amplifié la tendance des libéralisations. La composante sociale y avait enfin été ajoutée. La clause sociale horizontale s'y trouvait, ce qui n'était pas le cas avant.

« Concernant les libéralisations, nous nous sommes peut-être laissés entraîner trop vite. »

Mais c'était une acceptation d'un statut quo que beaucoup de personnes mettent en question.

Nous avons une perception luxembourgeoise du problème. Mais il y en a d'autres, dans d'autres pays, qui ont une perception différente du libéralisme que nous, même si ce sont des socialistes ou des sociaux-démocrates.

Ce n'est pas le cas des syndicats anglais.

Mais c'est le cas de tous les syndicats scandinaves. On peut évidemment dire qu'on s'est laissé entraîner trop vite, je vous donne raison là-dessus. Pour reprendre l'exemple de la poste, je ne comprends pas qu'un facteur puisse être supprimé ou que ce service puisse être dévolu au secteur privé. Où cela va-t-il s'arrêter ? Je ne le sais pas. Je sais juste que nous sommes là dans le domaine de la majorité qualifiée. Et qu'il ne suffit pas de créer à chaque fois une majorité de blocage.

Pourquoi ne pas encore avoir fait de référendum sur le traité de Lisbonne ?

Nous avons déjà fait un référendum dans une situation très difficile. C'était positif pour le Luxembourg d'avoir organisé ce référendum. Nous sommes toujours cités avec l'Espagne comme les deux pays qui ont dit oui par référendum, parce que cela donne à notre choix une autre qualité que les ratifications parlementaires. Je respecte les résultats même si le oui aurait dû récolter 20 % de plus à la vue de notre histoire. Il y a un référendum en Irlande dont beaucoup dépend : ce

sont quatre millions de personnes qui vont décider de l'avenir de l'Europe. Le Luxembourg a déjà dit oui et, de toute façon, notre pays n'a pas toujours fait de bonnes expériences avec les référendums.

Pourquoi ne pas séparer les élections nationales des élections européennes ?

Je pense que cela viendra un jour. On ne peut pas provoquer une crise gouvernementale pour déconnecter ces deux dates. Je constate que tout le monde ne veut pas les découpler. Je ne pense pas que cela ferait avancer la démocratie à 100 pour cent. Les élections nationales et européennes, leurs deux contextes, sont très liés. Comme les gouvernements ne vont pas éternellement tenir toute une législature, le découplage se fera naturellement. Je ne pense pas que nous pourrions les séparer de manière synthétique sauf s'il y avait un consensus à travers tous les partis.

Comment le LSAP compte-t-il se positionner à l'approche des élections l'an prochain ?

C'est peut-être encore un peu trop tôt pour en parler. Si notre travail au sein du gouvernement est critiquable en certains points, beaucoup de choses positives ont été réalisées. Le parti les revendique et les revendiquera lors des élections. C'est tout ce que je peux dire pour l'instant.

L'on sait que lors des dernières élections, le phénomène Juncker n'était pas pour rien aux résultats du CSV. Le LSAP ne sera-t-il pas contraint d'expliquer comment il se situera si Juncker n'est plus à la tête du gouvernement avant les élections, ce qui est probable ?

Il faut rester terre à terre. D'un point de vue journalistique, c'est naturellement très intéressant de vouloir lier un changement à la tête du gouvernement avec des élections anticipées, mais ça ne correspond pas à la réalité politique. Il est normal que ce soit le parti qui fournit le premier ministre qui décide qui le remplacera. Il faut se concentrer sur ce qui est notre mission. Et ce n'est pas de faire des commentaires sur les listes des autres. Avec Juncker, j'ai eu une très bonne relation. Je joue mon rôle en tant que ministre des affaires étrangères. En matière de politique intérieure, rien n'a été fait que je n'aurais pu accepter.

Le vote à la Chambre des députés sur la dépénalisation de l'euthana-

sie a été interprété comme un vote contre le CSV. Est-ce un prélude pour l'avenir ?

Cela a été mal interprété. Primo, dans le contexte de la proposition de loi sur la fin de vie, personne ne peut être contraint de recourir à l'euthanasie. Secundo, chaque médecin est et restera libre de l'appliquer. Personne à la Chambre n'a été obligé d'accepter l'euthanasie. Ensuite, la Belgique et les Pays-Bas ont des législations similaires et ce ne sont pas des États voyous. La logique de dire qu'il ne faut pas légiférer sur les cas d'exceptions est à mon avis fautive d'un point de vue de l'État de droit. Un État de droit doit justement légiférer sur les cas d'exceptions. Evidemment, ce vote a constitué un scénario inédit au Luxembourg. Je reste convaincu que les députés ont voté en leur âme et conscience. Il y a eu un résultat, et ce résultat indique la voie à suivre. Il est évident que le second vote de la Chambre ne peut pas changer la nature du premier.

Le CSV ne va-t-il pas trop loin dans sa guérilla parlementaire ?

Tout le monde sait qu'il faut prendre au sérieux un vote à la Chambre et que le sujet lui-même est très sérieux.

C'était un exemple où une majorité a mis le CSV en minorité. Le LSAP aura-t-il un jour le culot de prendre une position de leader dans une coalition ?

Comme il s'agissait d'un vote libre, ce n'était pas un vote contre le CSV. Une majorité de députés a voté en faveur d'un texte. C'est tout. Le seul qui décide d'un leader dans une coalition, c'est l'électeur.

Mais les électeurs sont peut-être intéressés de savoir qui va gouverner. Ne serait-ce pas plus fair-play envers les électeurs de leur dire vers quelle direction tend le parti socialiste ? Cela existe dans d'autres pays, où l'on connaît à l'avance les coalitions possibles. L'électeur du LSAP est peut-être intéressé de savoir si, avec son bulletin de vote, le prochain premier ministre s'appellera Asselborn ou Frieden.

Cela existe en Allemagne, mais cela n'a jamais été le cas au Luxembourg, par respect envers l'électeur. Ce n'est pas non plus un parti tout seul qui décide qui sera premier ministre. C'est une coalition. Une coalition, c'est toujours le reflet d'un équilibre donné par l'électeur. Le principal parti peut

très bien se retrouver dans l'opposition, comme en 1974. Ce n'est donc pas uniquement le poids d'un parti qui entre en compte, mais l'équilibre global qui ressort des élections. Je ne sais pas si une autre coalition aurait été possible après les élections de 2004, à part celle entre le CSV et les Verts. Le LSAP s'était un peu repris, le CSV avait manifestement gagné et le DP manifestement perdu. En 1974, le LSAP ne s'était pas prononcé avant les élections en faveur de tel ou tel premier ministre et a finalement fait une politique avec le DP qui a révolutionné beaucoup de choses au Luxembourg.

« Un parti qui a un certain degré d'estime de lui-même doit savoir ce qu'il faut faire en cas de défaite électorale. Et l'électeur donne toujours un signe, comme au CSV en 1974. »

Un gouvernement sans CSV est-il possible ?

Cela dépend des électeurs.

En 1974, c'était aussi une décision tactique du CSV que de rejoindre l'opposition.

C'était aussi une décision du LSAP en 1999, trois minutes après les résultats, d'entrer dans l'opposition. Un parti qui a un certain degré d'estime envers lui-même doit savoir ce qu'il faut faire en de tels moments. Et l'électeur donne toujours un signe, comme au CSV en 1974.

Mais depuis, le CSV n'a plus vraiment gagné, sauf en 2004.

Mais il est resté le premier parti.

Mais comment réagirait la base du LSAP si ce parti faisait une coalition avec le CSV avec Luc Frieden comme premier ministre ? Cela pourrait procurer des difficultés à certains membres ou électeurs socialistes.

Je n'ai pas l'arrogance de dire « attention, ça, ça ne va pas ». La seule chose que je puisse faire, c'est de retrousser mes manches et d'appeler mon parti à montrer ce dont il est capable et qu'il ressorte aussi fort que possible des élections. Les questions personnelles viendront plus tard.